Agri
25.2.11

L'agriculture jurassienne, sa vie

Après vingt ans passés à la tête du Service de l'économie rurale et quarante ans d'engagement pour l'agriculture jurassienne,* BERNARD BEURET *tire sa révérence. Bilan et perspectives avec ce promoteur du développement rural.

Successivement professeur d'économie rurale, directeur de l'Institut agricole du Jura puis chef du Service de l'économie rurale (ECR), Bernard Beuret a marqué l'agriculture jurassienne durant près de quarante ans. L'actuel président de la Fédération suisse d'élevage du cheval de la race des Franches-Montagnes quitte ces jours-ci ses fonctions à la tête de l'ECR.

Si vous deviez retenir deux moments forts de vos vingt ans passés à la tête du Service de l'économie rurale, quels seraient-ils?

Je retiendrais la PA 2011, passablement débattue à l'époque. Initialement, la Confédération entendait affaiblir le droit foncier rural et le bail à ferme agricole en supprimant certains articles touchant au prix licite ou encore au contrôle des fermages des immeubles et des entreprises agricoles. But affiché: améliorer la compétitivité de l'agriculture suisse. Mais lorsque la Confédération en appelle au marché pour régler les prix, il faut qu'il y ait une offre et une demande.

Or, dans un petit pays comme le nôtre, compte tenu de la pression urbaine et de la disponibilité négligeable en surfaces agricoles, cette proposition aurait fait bondir le prix du foncier, affaiblissant ainsi la compétitivité de toute l'agriculture suisse. Elle a fort heureusement pu être combattue mais elle dénotait bien, à ce moment-là déjà, cet esprit libéral toujours plus présent basé sur une idéologie décalée de la réalité et ne répondant plus à une approche pragmatique des problèmes.

Autre élément marquant: les divisions dans l'agriculture et plus particulièrement au sein des producteurs de lait. Quatre-vingt trois pourcents d'entre eux étaient favorables à un pool laitier.

La Confédération, l'industrie et la distribution, avec certaines complicités dans l'agriculture, ont réussi à faire échouer ce projet. Une défaite cuisante et cinglante pour la production; des dissensions qui coûteront très cher à l'agriculture suisse.

«Le monde agricole doit clarifier ses positions à l'interne pour ensuite parler d'une seule voix»

Cette désunion se remarque également dans les grands projets. Par exemple pour l'élaboration du nouveau système des paiements directs, il n'était pas rare, au sein du groupe de travail regroupant tous les milieux intéressés, que les propositions des représentants de l'agriculture soient en opposition entre elles. Il faut cesser d'agir et de causer en ordre dispersé. Le monde agricole doit clarifier ses positions à l'interne et chercher le consensus pour ensuite parler d'une seule voix.

En ce sens, l'Union suisse des paysans devrait être l'interlocuteur unique et privilégié de la Confédération notamment, voire même de tous les partenaires de l'agriculture suisse.

Venant d'un chef de service, vos positions proches de celles de la défense professionnelle pouvaient surprendre. Comment expliquez-vous cette relative liberté de ton?

Quand le prix du kilo de lait baisse de 10 ct, la perte financière pour l'économie jurassienne s'élève à 10 millions de francs sur une année, soit l'équivalent du budget cantonal dévolu à l'agriculture. Lorsque le libéralisme réduit à néant les efforts financiers que nous consentons pour notre agriculture, on ne peut rester de marbre. Dans ces conditions, le devoir de réserve n'a plus de sens, même en tant que fonctionnaire.

Le rôle de l'ECR ne se résume pas aux tâches administratives et d'exécution, mais s'étend à la promotion du développement rural, essentiel aux régions périphériques. Pour cela, la proximité de l'ECR avec la profession est primordiale. Aussi, je me réjouis de la nomination de mon successeur Jean-Paul Lachat, qui illustre bien cette volonté politique de rester proche de la base.

Par ailleurs, la position de l'agriculture est toujours plus faible face à l'industrie agroalimentaire et à la distribution. Ce phénomène n'est pas seulement national, il est mondial. Ainsi, les pouvoirs publics ont le devoir de prendre les dispositions nécessaires pour éviter l'asservissement des ruraux.

M. DARBELLAY

Bernard Beuret, fervent promoteur du développement rural.

En quoi l'évolution de l'agriculture jurassienne diffère-t-elle des autres cantons?

Aujourd'hui, le canton du Jura compte quelque 1130 exploitations contre 1228 dix ans plus tôt. Entre 2005 et 2008, le nombre d'exploitations jurassiennes s'est stabilisé alors que sur le plan national, on enregistrait un recul de 4,4% (FR -5,2%, NE -5,9%, VD -5,3%). Les emplois dans l'agriculture ont également moins diminué dans le canton du Jura (-3,5%) qu'au niveau suisse (-7%).

Depuis des années, nous affichons très clairement notre objectif de vouloir maintenir mille exploitations viables dans le canton. Nous adoptons pour cela un discours positif qui encourage les agriculteurs à développer leur exploitation non seulement au niveau des surfaces, mais aussi en se diversifiant et en valorisant mieux leur potentiel de production.

Justement, quelles actions votre canton a-t-il entreprises pour aider son agriculture?

L'inscription dans la Constitution cantonale que l'Etat définit sa propre politique agricole témoigne bien de la volonté de soutenir l'agriculture. Depuis sa création, le canton du Jura a opté pour une stratégie offensive, en impliquant les professionnels, comme c'est aujourd'hui le cas au conseil de fondation de la Fondation rurale interjurasienne (FRI). Ce sont eux les principaux acteurs du développement rural!

Le premier axe de développement a été la formation. Nous avons incité les gens à se former, certaines années avec des volées de maîtres agriculteurs aussi importantes que les cantons de Vaud ou de Fribourg qui comptent près de quatre fois plus d'exploitations que notre canton. Aujourd'hui, les praticiens d'entre 40 et 50 ans, entre autres, réalisent des choses remarquables, en véritables entrepreneurs.

Deuxième axe, celui des améliorations structurelles. Le Jura était le canton le plus morcelé du Nord des Alpes au moment de sa création. En investissant 7 à 8 millions de francs par année dans les remaniements parcellaires et autres améliorations, nous sommes parvenus à rationaliser sensiblement les conditions de production. Proportionnellement au nombre d'exploitations, il s'agit là du plus important budget au niveau suisse.

Troisième axe, les soutiens à l'élevage. Nous sommes l'un des cantons qui encourage le plus l'élevage non seulement chevalin, mais également bovin. Cela se retrouve dans la qualité du bétail qui occupe fréquemment le haut des palmarès mais aussi dans la demande soutenue en bétail d'élevage jurassien, surtout en Suisse allemande et même à l'étranger, s'agissant des chevaux.

«Lorsque le libéralisme réduit à néant les efforts consentis pour l'agriculture, le devoir de réserve n'a plus de sens»

Quatrième axe, le positionnement des produits. Le Jura a joué un rôle de pionnier en déposant sa marque «Spécialités du canton du Jura» et en s'engageant pour l'obtention de produits AOC et IGP.

Cinquième axe enfin, la diversification. Même confrontés aux réalités du marché, nos agriculteurs ont cherché à se diversifier que ce soit dans les cultures ou les productions animales. Alors que certaines régions sont saturées en fertilisants, le Jura a l'avantage de pouvoir pratiquer la production porcine ou de volaille sans surcharger l'environnement. Cela compte aussi et comptera toujours plus.

Ajoutons encore l'agritourisme en phase de démarrage et la promotion du cheval Franches-Montagnes qui contribuent également à la diversification. Le potentiel est là. Il faut le valoriser.

PROPOS RECUEILLIS PAR MICHEL DARBELLAY

Parcours •••

1946 Naissance dans une famille paysanne de six enfants, à La Bosse, Franches-Montagnes.

1969 Obtention du diplôme d'ingénieur agronome à l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich.

1972 Après deux ans de collaboration pour une étude socio-économique dans le Clos-du-Doubs, engagé comme professeur d'économie rurale à Courtemelon.

1976 Elu à la Constituante jurassienne.

1979 Désigné comme directeur de l'Ecole d'agriculture de Courtemelon.

1991 Nommé en tant que chef du Service de l'économie rurale.

2011 Départ à la retraite.

Des atouts à mieux valoriser

Si les spécialités sont bien positionnées, un large pan de l'agriculture jurassienne reste constitué de produits de masse comme le lait industriel. Dans ce contexte, comment voyez-vous l'avenir?

La situation du lait industriel est inquiétante. La libéralisation du marché laitier touche de plein fouet l'agriculture jurassienne, pénalisée par sa situation géographique. Les frais de transports jusqu'aux usines figurent parmi les plus élevés de Suisse. Pour être concurrentiels sur le plan national, les producteurs doivent par conséquent accepter un prix inférieur. C'est aujourd'hui que l'on prend conscience de l'impact négatif de la fermeture, voilà une douzaine d'années, de l'industrie de transformation de la MIBA à Bâle, alors qu'elle occupait une position stratégique extraordinaire.

Un groupe de travail instauré par le gouvernement planche sur l'avenir de la production laitière jurassienne. Un premier rapport dégage les grands axes de développement dont des actions concertées de la filière laitière et un engagement à long terme, l'augmentation de la part de lait transformé de 22% aujourd'hui à plus de 30% dans dix ans, l'identification du lait d'industrie au niveau régional ou encore le leadership du Jura pour la production de lait biologique qui devrait passer de 4 millions de kilos aujourd'hui à plus de 10 millions de kilos en 2020.

Qu'en sera-t-il des céréales?

Là aussi, la situation est préoccupante. Jusqu'à il y a peu, la mise en valeur se faisait en grande partie sur les sites d'Alle et de Delémont. Aujourd'hui, en plus du fait que la valeur ajoutée n'est plus générée sur place, on se retrouve confronté à la pression sur les prix. La production conventionnelle à de bas niveaux de prix se poursuivra sans doute dans les grandes exploitations du canton, sachant que la moyenne se situe aux alentours de 40 ha. Les autres exploitations devraient davantage s'intéresser au bio, où les marges sont plus de deux fois supérieures. Et certaines devront se résoudre à abandonner les céréales pour se rabattre sur d'autres productions plus rentables.

Par quoi passera l'avenir de l'agriculture jurassienne?

Les agriculteurs jurassiens doivent rester offensifs. La formation constitue le meilleur placement dans l'avenir et, dans ce domaine, la Fondation rural interjurassienne a un rôle capital à jouer.

Dans le contexte économique actuel caractérisé par l'ouverture des marchés, une logique quantitative prévaut encore. Dans ces conditions, l'avenir de l'agriculture jurassienne passe dès lors par davantage de lait, de porcs, de volailles, de spécialités, de transformation, de diversification et de production biologique. En effet, si l'on veut maintenir un millier exploitations viables dans le canton, il faudra compenser les baisses de revenu autrement qu'en agrandissant les structures.

MD

3 questions •••

Une personnalité qui vous a marqué?
Pour rester dans le milieu, je citerais René Dumont. Je ne partage pas toutes ses idées mais cet agronome et sociologue a mis le doigt, avant tout le monde, sur les questions sensibles du développement durable, du gaspillage des ressources naturelles, du développement inapproprié des pays du sud et des excès du libéralisme. On en prend lourdement conscience aujourd'hui.

Un souvenir de votre carrière?
Peut-être la sécheresse de 2003. Certains agriculteurs jurassiens n'avaient tout simplement plus de fourrages. Tout était grillé. Après l'interdiction d'exporter des fourrages décrétée par la France, la solution est finalement venue en important depuis l'Espagne. Cela pour dire que l'on est faible face à des situations de crise. On remarque d'ailleurs que de nombreux pays adoptent ce réflexe protectionniste lors de mauvaises récoltes. D'où l'importance de préserver notre souveraineté alimentaire et de maintenir un taux d'autoapprovisionnement élevé.

Vos projets pour votre retraite?
Les idées ne manquent pas. J'en profiterai pour me consacrer prioritairement à ma famille, à mes amis, à la lecture et à la nature que j'apprécie énormément.